

**Forum Mondial de Séville du 2 au 4 avril 2025**

TABLE RONDE DU JEUDI 3 AVRIL 2025

**Promouvoir les services publics locaux à travers la rentabilité sociale,  
financière et génératrice d'emplois décents.**

Bonjour et merci pour votre invitation,

Didier POTIRON, co-animateur de mon syndicat local à Nantes, élu au comité social territorial de ma collectivité et membre de la commission exécutive de la CGT services publics. La CGT Services publics syndique 80 000 travailleurs-euses dans les communes, les intercommunalités, les conseils départementaux et régionaux ainsi que dans les secteurs de l'eau, de la thanatologie et du logement social. Elle est affiliée à l'ISP, forte de 700 syndicats provenant de 154 pays et regroupant 30 millions de syndiqué-es.

Pour la CGT, pas de services publics sans développement de l'économie locale, pas de développement de l'économie locale sans services publics.

Notre pays souffre d'une détérioration continue de la qualité des services publics depuis 30 ans. Un discours néolibéral sur la nécessité de déconstruire l'État s'est progressivement imposé dans l'espace public au point de bousculer les fondements du service public, prenant appui sur des poncifs comme la soi-disant « lourdeur » de l'administration, la « soutenabilité » de la dépense publique, et plus généralement le fonctionnaire « bashing ».

Pourtant, après la crise sanitaire, nul ne peut douter des besoins croissants de la population de services publics robustes. Face à la crise climatique, aux défis posés par le déploiement du numérique dans nos vies, aux enjeux d'accès aux services publics dans les territoires, les besoins sont massifs et démontrent toute la modernité de l'idée de services publics forts et protecteurs. Qui d'autre que la puissance publique aurait pu répondre à la crise sanitaire ? Qui dispose des moyens réglementaires et budgétaires pour faire face aux enjeux climatiques ? Qui peut anticiper les bouleversements sociaux et sociétaux qui accompagnent le déploiement massif du numérique dans nos vies ?

Les enjeux de formation, d'éducation, de santé et d'accès aux services publics démontrent, plus que jamais, la pertinence de la Fonction publique, et pourtant celle-ci est affaiblie chaque jour par une vision du service public qui consiste à programmer sa propre obsolescence et organiser son impuissance.

En cette journée de grève, aujourd'hui en France, pour la défense des services publics, la CGT réaffirme que l'organisation et la gestion des services publics doivent sortir des logiques de marchés. Les services publics — et les salarié-es qui les mettent en œuvre — ne doivent plus

répondre à des objectifs fixés au travers des critères de profit, de rentabilité et de compétitivité, mais relever des critères de réponse aux besoins, de coopération et de qualité.

Pour cela, je vais vous parler d'un exemple concret d'une revendication pour la création d'un service municipal.

Un projet d'écoquartier porté par la mairie de Nantes pourrait détruire des terres maraîchères où il est possible de produire des légumes. Je ne rentrerai pas dans tous les détails de ce projet de l'étalement urbain des sols. Je parlerai de la revendication portée par la CGT Ville de Nantes qu'un autre usage de ces terres est possible en créant une régie municipale agricole qui permettrait, grâce au maraîchage public, de passer à terme à des produits 100 % bio dans les restaurants scolaires, les crèches et les EHPAD. Cette revendication n'a rien du fantasme, ainsi qu'en témoigne l'expérience d'une ville d'Alpes-Maritimes où la régie publique produit 85 % des légumes des crèches et des écoles de la Ville.

Concrètement, sur la ville de Nantes, une surface de 20 hectares serait nécessaire pour être consacrée au maraîchage public à travers une production en régie municipale. En effet, pour une production estimée à 65 tonnes à l'hectare par an, le maraîchage communal sur 20 hectares permettrait de produire entre 800 et 900 tonnes de légumes par an.

Aujourd'hui, la cuisine centrale de la ville de Nantes produit 15 000 repas par jours pour les 88 restaurants scolaires de la ville de Nantes, et si pour une portion journalière de légumes est estimée à 150 gr, la production de ces 20 hectares de terres maraîchères permettrait de répondre aux besoins de la cuisine centrale (soit 2,25 tonnes par jour et 820 tonnes par an).

La CGT Ville de Nantes estime que le maraîchage est un métier à part entière, qui doit être développé dans les collectivités et qui nécessite la création d'un service avec des employé-es qualifié-es pour ces tâches. Elle est une garantie de souveraineté alimentaire, de production bio et locale plus que jamais fondamentale dans un contexte de changement climatique et qui répond à des enjeux car des travailleurs-euses ou des privé-es d'emploi peuvent accéder à des emplois dignes d'utilité publique et écologique, tout en respectant une chaîne approvisionnement courte.

À raison de deux maraîchers par hectare sur 35 heures, cela permettrait de créer 40 emplois publics au sein d'un service spécifique dédié au maraîchage. De plus, au sein de la cuisine centrale, cette nouvelle activité, qui renoue avec le métier de cuisinier, nécessiterait l'ouverture de 10 postes supplémentaires au sein de ce service.

Le maraîchage public répond bien à un enjeu de santé publique en améliorant la qualité nutritive pour les enfants et en luttant contre les RPS et la perte du sens au travail auxquels sont exposés les cuisiniers-ères de la collectivité qu'on dépossède de leur métier quand les cantines sont externalisées et privatisées.

Pour conclure sur ce sujet, en favorisant l'emploi public décent, nous favorisons le développement économique local et le circuit court et, à un an des élections municipales, nous porterons cette revendication auprès des différent-es candidat-es, à l'exception de l'extrême droite, pour qu'ils-elles l'intègrent dans leur programme.